



Les TIC dans la campagne

Les technologies de l'information et de la communication ont tenté de faire parler d'elles pendant la campagne présidentielle, et sans beaucoup plus de succès qu'en 2002.

Cet enjeu est en effet loin d'émerger dans les grands médias. Il ne fait pas trop le poids face aux questions de l'emploi, de l'éducation, de l'immigration ou de l'environnement. D'autant plus que même si une moitié de la population n'a pas encore d'ordinateur à la maison, il n'y a pas le feu au lac par rapport à d'autres besoins vitaux bien mal couverts comme le logement.

Le sujet des TIC dans la présidentielle est donc limité à un microcosme de spécialistes. A l'instar du comportement de nombreuses autres industries, groupes de pression ou corporations, nous avons droit à un festival d'avis et de recommandations divers destinés aux candidats. Provenant des industriels et entrepreneurs du secteur, de mouvements associatifs, notamment issus du logiciel libre, ainsi que des enseignants. Quelques rares politiques tel qu'André Santini (UDF rallié à Sarkozy) ou Christian Paul (PS) se sont impliqués sur le sujet comme ils le font depuis de nombreuses années.

Les candidats

Les candidats sont sollicités de toutes parts par les lobbies et corporations. Qu'ils viennent des professionnels du sport, de la santé, de l'éducation, des PME, des femmes, des agriculteurs et autres viticulteurs ou chasseurs, tout y passe. Ils y répondent de plus en plus. Et l'on peut observer le développement d'un marketing politique hyper-segmenté, qui s'intéresse de plus en plus aux intérêts particuliers. Les candidats adossés à un parti disposent d'armées de conseillers qui s'emparent de ces sujets et répondent – le plus souvent par écrit – aux sollicitations de ces différents groupes de pression. Souvent, sous la signature du candidat que l'on découvre alors spécialistes improbables de sujets ésotériques comme par exemple les brevets logiciels. Et parfois, par leurs représentants. Ce travail d'équipe louable est cependant peu transparent. Peu de candidats qui ne disposent pas des moyens de répondre ont le courage d'exprimer leur incompétence. A part Arlette Laguillier qui répond ainsi fort honnêtement aux associations du logiciel libre:

« Le sujet est important mais, malheureusement, je ne dispose pas d'un secrétariat numériquement nombreux ni d'une armée d'experts me permettant de répondre avec la compétence et la précision voulues à votre demande. Je suis, en effet, en campagne avec des déplacements nombreux et je ne peux pas me consacrer à tout le courrier que doivent recevoir tous les candidats à la présidence de la République. Avec mes regrets renouvelés et mes salutations distingués. Arlette Laguillier »

D'un point de vue politique, peu de candidats ont intégré le sujet des TIC de manière visible dans leurs programmes. Il est parfois noyé dans la catégorie innovation. François Bayrou est peut-être le plus actif sur le sujet car il s'est exprimé à plusieurs reprises dessus et bien avant sa montée dans les sondages, notamment lors

de la conférence LeWeb3. Il utilise régulièrement un laptop et il indique vouloir “protéger le logiciel libre” dans sa profession de foi. Nicolas Sarkozy était aussi intervenu dans LeWeb3, mais ce fut probablement la seule occasion pour lui de s’exprimer dans une conférence sur les TIC, sujet qu’il maîtrise plutôt mal, avouant lui-même ne pas utiliser d’ordinateur. Du côté socialiste, il y avait un déficit d’expression de la candidate, visiblement pas plus “branchée” personnellement, comblé tardivement sous la forme d’un ensemble de 94 propositions “République 2.0” commanditées à Michel Rocard, notre grand spécialiste national et européen des brevets logiciels.



C’est un **rapport intéressant** mais son côté partisan dans sa critique des réalisations des gouvernements du quinquennat qui se termine lui enlèvent un grand pan de crédibilité. Et le rapport a été quasiment instantanément éclipsé après la prise de position de son auteur en faveur d’une alliance entre Ségolène Royal et François Bayrou avant le premier tour, alliance dont on parle encore maintenant que le premier tour est passé.

Mais les candidats ont tout de même répondu aux sollicitations de médias, telles que dans cette série de tribunes libres que l’on a pu lire dans “**01 Informatique**” (Sarkozy, Royal, Bayrou, Le Pen, Buffet, Voynet). On retrouve leurs programmes sous la plume des portes-parole des candidats dans **Le Journal du Net**. Nicolas Sarkozy s’est aussi exprimé en reprenant pas mal de points de son intervention à LeWeb3 dans ce même **Journal du Net**.

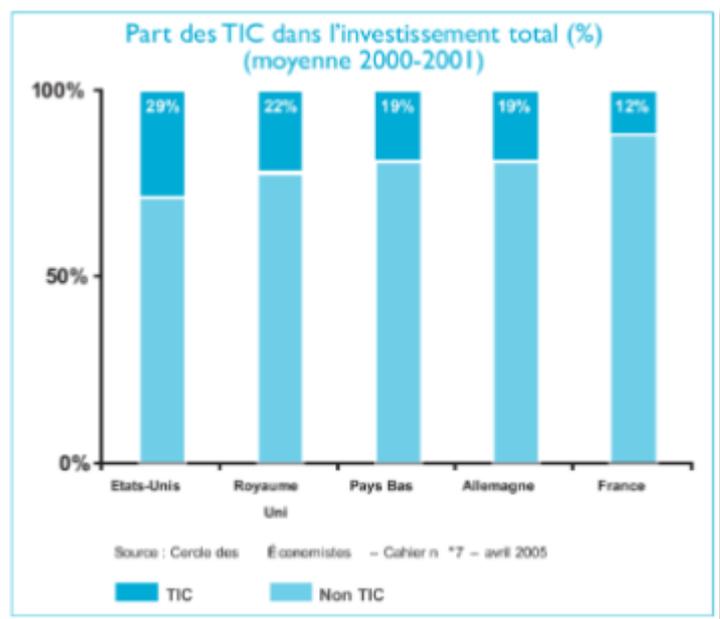
Les candidats ont surtout utilisé les nouvelles technologies et concepts associés comme médias. Le meilleur exemple étant probablement Ségolène Royal – une “**Candidate 2.0**” tant ses tactiques de communication s’inspiraient des concepts du Web 2.0. Tout du moins, jusqu’en novembre à sa nomination par le PS. Même si la “Ségosphère” fait bien parler d’elle sur le net. Tout comme les vidéos du site de Nicolas Sarkozy qui ont donné envie à certains candidats (républicains) de la prochaine présidentielle aux USA.

Je vais ici faire un petit tour de ces différentes interpellations des politiques et y mettre évidemment mon petit grain de sel à la fin avec quelques propositions.

Les industriels des TIC

L’un des groupes les plus actifs dans la présidentielle est le Syntec : ce syndicat de dirigeants de sociétés de

services et éditeurs de logiciels a publié une assez dense **Lettre ouverte aux candidats**. On y trouve de tout: un rappel de l'importance des TIC dans l'économie, le fait qu'elles vont créer 200000 emplois et que les investissements dans ce domaine pourraient s'améliorer, histoire de rappeler la corrélation entre investissement dans les TIC et performance économique (*cf le graphe suivant qui rappelle le faible taux d'investissement dans les TIC en France*). Le Syntec met à juste titre en valeur le potentiel de l'industrie de l'édition du logiciel en France.



Mais il se lance dans des demandes patronales trop classiques et pas spécifiques aux TIC: abaissement des seuils sociaux pour le secteur des TIC (le nombre d'employés à partir duquel il faut avoir des délégués du personnel et/ou des comités d'entreprise), réduction des charges sociales et assouplissement des 35h. Si ces propositions ont parfois du sens, elles ne l'ont pas à être catégorielles. L'assouplissement des 35h ne concerne pas que les sociétés du secteur des TIC! Tous les entrepreneurs veulent la baisse des charges sociales, mais pourquoi faudrait-il le faire spécialement ici et pas ailleurs? Surtout dans un domaine où ce sont les salariés qui manquent et pas l'emploi! De plus, il faut bien la financer cette protection sociale! On peut éventuellement augmenter sa fiscalisation, par l'impôt (augmenter la CSG/RDS) ou par la TVA (dite "sociale", proposition de Nicolas Sarkozy). Mais c'est une question qui dépasse le cadre des TIC.



Le Syntec propose aussi la création d'un **Small Business Act** à la française, sans trop rentrer dans les détails. Cette loi américaine de 1953 et remodelée plusieurs fois dans le demi-siècle qui a suivi comprend une palanquée de dispositions favorisant les PME et l'innovation. Celle à laquelle pensent ceux qui veulent un SBA à la française est l'obligation pour l'Etat – uniquement l'Etat Fédéral aux USA – d'orienter 25% de ses dépenses externes vers les PME. Le SBA comprend d'autres composantes intéressantes qui régissent le fonctionnement du capital risque, les prêts et subventions aux PME, et la création de la Small Business Administration. Toutes choses qui existent déjà en France sous une forme ou une autre: FCPI ou FCPR, Ministère du Commerce et des PME et l'Oséo-Anvar. Mais qui ne fonctionnent pas toujours très bien. Alors, quand on demande un SBA à la française, il serait bon de préciser ce quoi l'on parle.

Enfin, le Syntec propose de "Développer les business angels" sans plus de détails. Le rôle de l'Etat ne peut pas être de développer directement les business angels. Il peut les encourager. A commencer par faire en sorte qu'ils ne quittent pas la France comme aujourd'hui, on le sait, du fait de l'ISF. On est face à un phénomène d'oeuf et de poule en France avec un nombre insuffisant de PME des TIC qui réussissent à atteindre une taille critique, et donc à "générer" ces business angels. Et quand y en a, ils s'en vont ailleurs sous des cieux fiscalement plus cléments. Cas emblématique: celui de Denis Payre, co-fondateur de Business Objects parti en Belgique, où il a créé l'opérateur de services Kiala. Prti car il était redevable de l'ISF sur ses actions BO, actions qu'il ne pouvait alors pas encore vendre. A l'époque, le bouclier fiscal tant décrié à gauche n'existait pas. Il ne pouvait donc pas "monétiser" ses actions pour payer cet impôt. Tout comme ces nombreux français propriétaires de leur logement dont la valeur a augmenté, parfois très significativement, mais pas pour autant leurs revenus. On retrouve cette préoccupation sur les business angels dans les programmes de Nicolas Sarkozy et de François Bayrou.

le blog de Thierry Drilhon
DemocraTIC

DemocraTIC, pour que 2007 soit TIC.
Ce blog est également consultable sous forme de [RSS](#).

17 avril 2007

Pas de croissance sans innovation

Je vous invite à (re)découvrir l'excellente tribune publiée par André Santelli dans "Les Echos" que je reproduis ci-dessous avec sa permission.

Je me réjouis de voir un homme politique de premier plan développer une vision ambitieuse et réaliste de la place que doivent avoir les TIC dans notre pays (d'autant plus, bien sûr, quand les thèmes abordés sont très proches de ceux que j'essaie modestement de faire avancer sur ce blog et dans ma vie professionnelle depuis le début de cette campagne présidentielle).

[Lire la suite](#) > [commentaire](#) > [30 lectures](#)

Présidentielle 2007

Intentions de vote au 16 avril :

Sondage **CSA**

Nicolas Sarkozy	27 %
Ségolène Royal	25 %
François Bayrou	19 %
Jean-Marie Le Pen	10,5 %
Olivier Besancenot	4 %
Marie-George Buffet	2 %
José Bové	1,5 %
Arlette Laguiller	1 %

[Télécharger les résultats des dernières intentions de vote CSA-Cisco \(16 avril\).](#)

D'autres dirigeants se sont exprimés sur le sujet des TIC. J'ai particulièrement noté l'initiative de Thierry Drilhon, DG France de Cisco, qui a créé son blog **DemocraTIC**, interpellant les politiques (probablement le seul blog d'un patron de filiale de grande boîte américaine des TIC en France). Thierry a été **interviewé en vidéo par LMI** où il refait le coup connu du manque d'informaticiens en France. "Coup" car cela arrange bien les grandes boîtes américaines d'en profiter pour former des jeunes sur leurs technologies. Mais le manque d'informaticiens relève d'une désaffection générale pour les filières scientifiques en France qui mérite un traitement qui dépasse le cadre des TIC. Dans cette même série d'interviews de LMI, **Robert Raiola** d'Adobe (encore un ancien de MS...) s'étonne que l'on n'équipe pas assez les élèves. Et il fait un point juste sur l'absence de prise en compte des TIC dans les pédagogies, au delà du simple équipement des établissements et des élèves.

D'autres groupements se sont exprimés, mais plus informellement. C'est le cas de Croissance Plus, sous la forme d'une **interview de Frédéric Bedin**, dont les revendications sont voisines de celles du Syntec, notamment en terme de contrat de travail et de pression fiscale. Et aussi du Cigref, dont le Président, **Didier Lambert** (DSI d'Essilor) souhaite valoriser la filière informatique, mais sous l'angle de l'entreprise utilisatrice. Au point d'affirmer "*Il faudrait également faire en sorte que nos meilleurs cerveaux préfèrent se diriger vers l'informatique plutôt que dans le marketing ou la finance*". Alors pourtant que l'industrie informatique française manque de cadres expérimentés dans ces disciplines pour aider à les vendre à l'échelle française et mondiale!

Les associations

Les plus actives en période électorale sont les associations du logiciel libre (April, FSF, AFUL). Elles continuent leur croisade contre les brevets logiciels, contre les DRM, pour l'interopérabilité, contre les ventes liées et pour le développement de l'usage des logiciels libres. L'appel sur <http://www.candidats.fr/> propose un chaplet de questions (induisant la réponse...) auxquelles les politiques ont bien voulu répondre. Avec une quasi-unanimité qui m'interloque quelque peu, du FN à l'extrême gauche: ils sont tous contre les brevets logiciels alors que peu ont vraiment du examiner sérieusement la question. En ce sens, les "lobbies du libre" ont été très efficaces. Seul Nicolas Sarkozy adopte une posture plus prudente, souhaitant équilibrer le besoin de protection de la propriété intellectuelle et les droits des utilisateurs.



Besancenot est évidemment contre les ventes liées mais se lance dans un délire de création de service public d'accès aux TIC:

“Nous sommes pour l’interdiction de la vente liée. Et donc, de tout achat “forcée de logiciels, applications, environnements, exploitations, etc. Un service public d’accès aux nouvelles technologies (projet que nous défendons), permettrait par exemple de mettre à disposition du plus grand nombre, des ordinateurs sans logiciels liés, ou, pourquoi pas, de proposer un système d’exploitation libre et gratuit. Ca, ce serait une véritable mission du service public, qui d’ailleurs, devrait déjà appliquer dans l’administration, l’utilisation de logiciels libres et non la mise sous tutelle des équipements informatiques de l’Etat au profit d’un seul et unique fabricant de logiciel.”

Et chez José Bové, on mélange les marges arrières de la grande distribution et la tarification dans les ventes OEM de logiciels qui n’ont rien à voir :

“Par ailleurs la différence entre le prix des logiciels vendus avec un ordinateur (licence OEM) et le prix des logiciels seuls apparaît anormale et injustifiée, sinon par des pratiques obscures telles que les “marges arrières”. Ces pratiques, qui causent des problèmes dans d’autres domaines comme les produits agricoles, devront être supprimées.”

Cette unanimité catégorique contre les brevets logiciels tout comme les DRM me gêne car elle fait abstraction du potentiel économique de l’immatériel pour la France. Produire des richesses immatérielles suppose de pouvoir les protéger et les valoriser un minimum. Se placer par défaut contre toute forme de protection est quelque peu suicidaire d’un point de vue économique. Suicidaire et parfois incohérent car la création de richesses immatérielles est moins génératrice de pollutions et autres inconvénients environnementaux que les richesses matérielles. La croissance par l’immatériel est une croissance assez écologique finalement!

D’autres associations comme **“Renaissance Numérique”** militent pour un accès à Internet pour tous, comme dans ce **Livre blanc 2010 Internet pour tous** auquel une réponse critique a été faite sur **creatif-public.net**. La vision industrielle dans ce rapport est assez maigre, les propositions se résumant à ceci qui est à la fois trop précis et trop vague :

MESURE 13

Développer des partenariats de recherche privé-public.

1. En soutenant et poursuivant les projets développés dans les pôles de compétitivité, portant sur des évolutions technologiques en particulier sur des sujets comme les interfaces homme-machine permettant de développer des services d’aide à la personne (notamment pour les personnes âgées) ou de répondre à des problèmes de handicap.
2. En favorisant le développement de partenariats dans le domaine des sciences de gestion, afin de créer en France une forte compétence des entreprises sur les nouvelles technologies et un réel avantage concurrentiel (ceci permettrait de répondre aux questions comme : quel est l’impact des nouvelles technologies pour les entreprises ? Quelles sont les conséquences d’Internet sur les techniques de gestion et les stratégies marketing des entreprises ?)

Dans le rapport Rocard, on entend parler d’accès Internet à quelques euros par mois pour les populations les plus défavorisées. Pourquoi pas, mais a-t-on besoin de créer une n+1ième allocation en plus de toutes celles qui existent déjà et dont les effets pervers sont bien connus, notamment pour le retour à l’emploi? N’est-ce pas autour des savoirs fondamentaux qu’il faut réinvestir à l’école? Ne faut-il pas se préoccuper de l’évolution des méthodes pédagogiques, sérieusement mises à mal par la Googleization de l’information?

Enfin, j’ai aussi découvert cette **Lettre ouverte** d’Alliance TICS aux candidats à la Présidentielle 2007, pour *“Faire de la France un leader mondial et européen en matière de nouvelles technologies numériques et, par*

voie de conséquence, en faire bénéficier l'ensemble de l'économie nationale". Lettre qui fait la promotion du haut débit, des PME, de l'innovation, et du développement des usages. Elle propose d'ailleurs très judicieusement de "privilégier, pour le secteur du numérique, le développement et l'innovation et moins la recherche fondamentale".

D'autres enjeux rarement traités

Au bilan, on a en gros une certaine unanimité pour réduire la fracture numérique, pour accélérer la numérisation des territoires, une volonté de favoriser l'innovation. Et les seules dissensions éventuelles concernent la position par rapport à la propriété intellectuelle.

En fait, je me suis lancé dans cet inventaire pour ajouter à ce grand catalogue quelques considérations permettant notamment d'améliorer les chances de voir l'industrie informatique française se développer :

- La réorientation des **aides à l'innovation** sur les PME du secteur. Ces aides diverses et bien trop nombreuses sont actuellement trop trustées par les grands groupes industriels, au travers de l'Agence Française de l'Innovation, des Crédits Impôts Recherche ou des Pôles de Compétitivité. Grands groupes qui ont tendance à laisser de côté les marchés grand public et les marchés de volume. On peut entendre cela à propos des aides à l'emploi en général. Je me préoccupe ici uniquement des aides à l'innovation. Les pôles de compétitivité sont eux-mêmes bien trop nombreux (67) alors qu'il n'y en a qu'une douzaine aux USA! En même temps, il faut se garder d'avoir trop l'oeil rivé sur le marché intérieur français. Les jeunes sociétés du secteur devraient être poussées à exporter très rapidement dans leur croissance. Il vaut mieux pousser les startups à se comporter comme des sociétés israéliennes ou suédoises, dont le marché intérieur est insignifiant et qui sont obligées de voyager immédiatement pour vendre à l'étranger.
- Il faudrait **défragmenter l'enseignement supérieur**, à la fois faire atteindre la taille critique à nos Universités et Grandes Ecoles et pour rassembler les disciplines complémentaires (ingénieurs, droit, business school, santé, etc). L'enseignement supérieur est trop parcellaire (106 universités, >400 grandes écoles). Il empêche des étudiants de disciplines complémentaires de se retrouver dans le cadre de projets pédagogiques, et de créer des entreprises innovantes avec des équipes complètes. Je rencontre bien trop souvent des startups avec des ingénieurs de la même école ou des élèves de la même école de commerce! Ce sont des travaux d'Hercules car le simple fait de rassembler deux écoles d'ingénieur avec 30 élèves par promotion demande des efforts surhumains. Un certain courage politique sera nécessaire pour déclencher ces regroupements. Il faut bien entendu également rapprocher les entreprises des universités à la fois sur les projets de recherche, sur l'enseignement, et aussi sur les financements.
- Revoir le lien entre **R&D et ventes/marketing**. La grande faiblesse de la France n'est pas tant le niveau de sa R&D, mais plutôt sa valorisation. Elle est à la fois liée au manque de culture business des ingénieurs et chercheurs, à leur difficulté à s'allier avec des équipes apportant cette compétence et à la timidité du marché intérieur. Les mécanismes de subvention devraient encourager la commercialisation autant que la R&D. Celles de l'Oséo devraient permettre aussi facilement de financer le recrutement d'un chef de produit ou d'un responsable des ventes à l'international que d'un ingénieur ou d'un chercheur. Je ne suis pas certain que toutes conditions égales par ailleurs, la simple augmentation des budgets de la recherche publique suffise à augmenter la production d'innovations à débouchés commerciaux.
- Revoir la **gouvernance de l'audiovisuel** pour véritablement ouvrir les nouveaux médias à la concurrence. Je me suis déjà exprimé sur ce sujet en faisant l'analogie entre les USA et la France (voir le **rapport CES**, page 15). La télévision numérique est en train de complètement modifier le paysage audiovisuel. Mais sa

réception fonctionne dans un environnement verrouillé par les grands groupes médias: TF1 et Canal+ en tête, suivis des opérateurs télécoms. Cela empêche quasiment l'émergence de nouveaux acteurs technologiques dans le domaine, contrairement aux USA.

- Distinguer la **perspective d'acheteur de la perspective industrielle** dans les prises de positions sur le logiciel libre. Ces prises de position politiques en faveur du libre oublient une réalité incontournable: les modèles économiques du logiciel libre sont principalement basés sur du service "type SSII", alors que ceux du logiciel commercial ou du logiciel embarqué dans des services Internet ou dans du matériel présentent des économies d'échelle plus importantes, et donc des perspectives d'exportation plus fortes. Développer l'industrie des TIC en France nécessite de prendre en compte tous les modèles et de ne pas se focaliser exclusivement sur le libre comme le souhaiteraient certains. Certes, il ne faut pas empêcher les logiciels libres de se développer, mais il ne faut pas non plus scier la branche sur laquelle nous sommes assis, qui est l'excellence de notre R&D, une différenciation par ailleurs de plus en plus mise à mal par les pays d'Asie.
- Enfin, prendre en compte l'**impact sociétal des TIC**, notamment sur le management, sur l'éducation et sur la vie citoyenne. Il est sidérant de voir à quel point la société change du fait de l'usage des nouvelles technologies, et comment le politique et la société civile prennent en compte ces évolutions. Cela ne relève pas nécessairement d'une approche gouvernementale. Les TIC sont trop souvent perçues au premier degré de l'outil. Parfois, on passe aux usages. Il serait judicieux d'aller au delà et mieux intégrer les changements profonds que les TIC impulsent dans les comportements pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur, c'est l'ouverture sur le monde et sur la connaissance, le décloisonnement de la communication, l'expression citoyenne, la transparence pour les gouvernants et pour les entreprises, et un nouveau pouvoir donné aux consommateurs et aux citoyens. Le pire, c'est le temps passé par les jeunes devant des jeux au lieu de créer, ce sont des modes de communication paroxystiques où le respect d'autrui et le savoir vivre s'évanouissent. Bientôt, l'école devra réapprendre nos enfants – si ce n'est aux adultes – à vivre dans le monde réel! A l'heure où la société se cherche au niveau de ses valeurs, ces questions méritent d'être posées.

A part cela, je ne pense pas que cela soit censé de baser son vote uniquement sur toutes ces considérations. Je préfère voter comme citoyen et avec une vision d'ensemble des enjeux pour le pays, et pas comme informaticien ou spécialiste des TIC. Sinon, à quoi bon s'étonner du nombre d'électeurs du candidat des chasseurs? Et ceci reste valable pour le second tour comme pour les élections législatives.

Et puis, le débat politique ne s'arrête pas avec les élections du printemps. Il commence véritablement après, lorsque les gouvernements et les cabinets ministériels se forment et que les programmes se mettent en oeuvre. Comme on le dit souvent dans les entreprises, c'est l'exécution qui compte!

Que pensez-vous de tout cela?

Post mis à jour le 26 avril 2007 après le premier tour de l'élection.

Cet article a été publié le 19 avril 2007 et édité en PDF le 19 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – "Opinions Libres" – <https://www.oezratty.net>